Félix Gauthier*

« Les trois raisons de l'échec du projet souverainiste québécois jusqu'à ce jour »

*Félix Gauthier a 20 ans. Il est étudiant au baccalauréat avec majeure en science politique et mineure en communication publique à l'Université Laval.

Abstract

This article studies the failure of the souverainist movement in the Québec province in three major points. Firstly, a sociological and demographic analysis shows that sovereignty is an idea installed in a quite precise social section. Secondly, the paper exposes the problem of the radical separatists like the Bloc Québécois that harm the image and the diffusion of the idea of an independent Québec, marginalizing the moderate nationalists and preventing them to take part in the federal politic. Finally, it shows that the prevalence of the linguistic argument in the promotion of this idea proved to be a trap doubly damaging.

Introduction

Depuis les années 70, le paysage politique du Québec semble être littéralement cristallisé sur la question nationale. Les affrontements classiques entre représentants de la droite et de la gauche, débats habituels dans les sociétés démocratiques occidentales, sont ici laissés de côté au profit de la scission entre fédéralistes et souverainistes qui prônent deux visions différentes du futur québécois. Le mouvement nationaliste, issu de la révolution tranquille, a été diffusé dans la société civile québécoise avec une telle ampleur qu'il a réussi à faire élire un parti souverainiste à plusieurs reprises, le Parti Québécois. Malheureusement, pour ce dernier, la souveraineté du Québec, raison d'être de la formation politique, n'a pu être obtenue jusqu'à ce jour, l'option ayant été défaite aux référendums de 1980 et de 1995. Les raisons de ces échecs, qui furent analysées et expliquées dans une littérature aussi diversifiée qu'abondante, sont l'objet de ce travail. Au cours des pages qui suivent, nous ferons l'argument de la causalité de l'échec souverainiste en trois points majeurs. Premièrement, des études sociologiques et démographiques démontrent que la souveraineté est une idée installée dans une tranche sociale bien précise et minoritaire, sinon il ne serait pas question d'échec, et de laquelle elle semble avoir des difficultés à échapper. En deuxième lieu, nous exposerons le problème des souverainistes radicaux et du Bloc Québécois qui nuisent à l'image et à la diffusion de l'idée d'un Québec indépendant, marginalisant les nationalistes

modérés et les empêchant de prendre part au pouvoir sur la scène fédérale. Finalement, nous démontrerons que la prédominance de l'argument linguistique dans la promotion de cette idée, stratégie qui semblait être pertinente à première vue, s'est en vérité avéré être un piège doublement dommageable. Alors que la première partie du travail est absolument objective puisque basée sur une étude statistique d'envergure, les deuxième et troisième arguments représentent une explication plus personnelle et analytique, s'inspirant d'opinions d'auteurs et d'intellectuels sur la question.

I. La « clientèle » souverainiste insuffisamment diversifiée

Tentons, dans un premier lieu, de faire l'étude de l'échec du mouvement souverainiste sous un angle plus démographique, ce qui nous amènera à la constatation que la souveraineté est une idée populaire auprès d'une « clientèle » bien définie. Le rayonnement du projet est d'ailleurs bien moindre auprès des individus qui n'appartiennent pas à ce groupe porteur. Dans cette optique, nous proposons comme premier argument que le mouvement souverainiste a été tenu en échec, parce que c'est surtout une tranche bien précise de la société civile québécoise qui l'a appuyé, cette dernière étant encouragée et stimulée par des raisons contextuelles et surtout structurelles. Les souverainistes ont donc échoué dans le sens qu'ils n'ont pas su rallier à leur projet une proportion satisfaisante de toutes les classes et catégories démographiques d'individus, ce qui, en plus de leur procurer une victoire référendaire, aurait grandement aidé à la légitimation de l'idéal souverainiste. Celui-ci a d'ailleurs été souvent critiqué pour être trop exclusif, encourageant l'ethnocentrisme¹ et même la promotion de l'anglophobie².

La typologie du groupement mobilisateur et porteur du projet

Rappelons-le, la première partie de ce travail cherche la cause objective et démographique de l'appui insuffisant à l'idée d'un Québec souverain expliquant son échec jusqu'à cette date. Au moyen de variables sociologiques, elle propose simplement que les défaites souverainistes, lors des référendums de 1980 et de 1995, tiennent à une typologie, une combinaison de variables trop exclusive des électeurs appuyant la souveraineté.

De nombreuses études sociologiques et politiques très poussées existent sur le cas précis du référendum de 1995, l'événement crucial du projet souverainiste, alors qu'il s'est

¹ Bryan SCHWARTZ, *Last best hope : Quebec's secession*, Calgary, Detselig Enterprises, 1998, p.33.

² John F. CONWAY, *English Canada and Quebec from the conquest to the referendum*, Toronto, James Lorimer and Company, 1992, p.48.

le plus approché de la réussite avec un appui de 49,6%³. Ces études qui proposent une approche théorique et comportementale démontrent que le « prototype » du citoyen porteur du projet est caractérisé par la combinaison de quatre grandes variables⁴ :

1. Être âgé entre 18 et 55 ans
2. Être actif au niveau professionnel, au chômage ou aux études
3. Avoir des revenus au-dessus de l'univers des besoins (+20 000\$)
4. Être francophone

La combinaison de ces variables donne un total de 16 possibilités. Cette combinaison typologique est la plus dominante au Québec, puisqu'elle représente actuellement 45,9% de la population (44,8% en 1995)⁵. Ce groupe, lors de la campagne référendaire de 1995, a d'ailleurs donné un appui massif au camp du OUI, ce dernier ayant été choisi par 71,3% des personnes composant cette tranche de la population⁶. Une simple règle de trois nous amène à la constatation que ce groupe a amassé presque 32 des 49,6 points accumulés par les souverainistes lors de la journée fatidique d'octobre 1995, contribuant au deux tiers (67%) des voix récoltés pour le OUI. Ces constatations confirment la prémisse indiscutable que constitue notre premier argument, ce dernier étant que la souveraineté ait été tenue en échec jusqu'à ce jour parce qu'elle est surtout véhiculée et installée structurellement dans une partie clairement identifiable de la population. Or, cette partie de population, même si elle est la plus importante au Québec, ne l'est pas assez pour assurer une majorité claire et satisfaisante d'appui au mouvement. De plus, ce groupe n'est pas en expansion d'une manière assez considérable pour que les espoirs des souverainistes ne résident que sur eux, comme ce fut apparemment le cas jusqu'à présent. Il est donc clair que le succès du projet dépend directement d'une diffusion efficace à l'extérieur de cette catégorie. Les stratèges et militants souverainistes doivent absolument transplanter d'une manière cohérente leur passion pour la cause, structurellement installée chez eux, dans un débat pertinent concernant l'ensemble de la société.

II. L'apport négatif des radicaux.

Alors que la première partie faisait l'argument de la causalité de l'échec souverainiste à l'aide de données objectives et démographiques, cette deuxième partie sera plus analytique et critique. Elle propose, à titre de second argument, que le mouvement souverainiste ait été tenu en échec jusqu'à ce jour à cause de certaines branches radicales qui le composent. La présence de ces branches

radicales a eu pour effet de nuire à son image auprès de nombreuses personnes. Ce travail propose d'identifier deux groupes distincts considérés comme relativement radicaux qui se sont emparés de l'idéal souverainiste au détriment d'autres groupes tels les communautés culturelles et ethniques dont l'appui potentiel fut perdu.

Les « pure laine » et l'argument ethnique

Le nationalisme québécois, lorsqu'il devient excessif, peut facilement devenir chauvin et même haineux, ce qui peut le faire dérouter dans une logique de promotion d'un « nous » exclusif, représentatif du « groupe porteur » tel que décrit dans la première partie. En effet, traiter de cet enjeu en faisant abstraction de son enracinement historique et surtout de sa dimension communautaire peut s'étendre jusqu'à faire la promotion d'un nationalisme ethnique⁷ et dépassé, dans le sens où il s'éloigne des vrais enjeux du contexte moderne. Ce type d'argumentation s'est tout d'abord retourné considérablement contre le camp du OUI dans le cas du référendum de 1980, où l'usage très discutable du slogan « pur laine » dans les campagnes du Parti Québécois a contribué à faire voter NON 100% des anglophones, 85% des allophones⁸, sans oublier 50% des francophones. En 1995, les stratégies de séduction employées par les souverainistes furent moins teintées de cette exclusivité nationaliste, mais ils ne surent se départir complètement de cette rhétorique que le « nous » concerné par la prise en main de la société québécoise en est un de « souche »⁹, qui semblait omniprésent dans tout l'argumentaire souverainiste, surtout celui véhiculé par le peuple, dans les conversations de tous les jours. Le résultat fut décevant pour Bernard Landry, lui qui s'était fixé comme objectif personnel de rallier dans une proportion intéressante les communautés culturelles au projet souverainiste¹⁰. De plus, les déclarations de M. Parizeau sur le « vote ethnique » à la suite de la défaite, représentent toujours aujourd'hui un énorme défi pour les souverainistes en quête de nouveaux partisans. Cette fameuse phrase reprise et analysées maintes fois, qui est d'ailleurs revenue hanter le PQ lors des élections de 2003, réduit considérablement le projet souverainiste à des dimensions étroites et racistes. L'argumentaire du projet doit absolument se défaire de cette connotation péjorative de « nationalisme « pur laine » et chauvin », s'il veut espérer progresser dans un contexte de multiculturalisme et de diversité individuelle en expansion.

⁷ Jacques BEAUCHEMIN, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB Collection, 2002, p.31.

⁸ Yves-Henri NOUALIHAT, *Le Québec de 1944 à nos jours. Un destin incertain*. Paris, imprimerie nationale Éditions, 1992, p.168.

⁹ Anne TRÉPANIÉ, *Un discours à plusieurs voix : la grammaire du OUI en 1995*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.43.

¹⁰ Konrad YAKABUSKI, *L'échec de Landry, le challenge de Harel, Le Devoir*, 11 novembre 1995, pA1.

³ Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.46.

⁴ Ibid, p.29.

⁵ Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.34.

⁶ Ibid, p.46.

Le Bloc Québécois

Ce parti politique fédéral souverainiste fut créé en 1992 par des conservateurs et des libéraux nationalistes déçus de l'échec des négociations constitutionnelles entre le Québec et Ottawa. Son objectif était unique et simple : faire front commun avec le gouvernement québécois afin de préparer une victoire référendaire sur la souveraineté du Québec. On voulait donc faire entendre la voix des nationalistes québécois au parlement fédéral en attendant la venue du référendum que le PQ préparait¹¹. La défaite référendaire de 1995 aurait pu provoquer la mort de la formation politique, mais cette dernière a décidé de rester en vie dans le but de préparer une autre proposition sécessionniste, croyant qu'elle était de toute façon la mieux placée pour représenter les intérêts des nationalistes québécois, les modérés (prônant un renouvellement du fédéralisme) ou encore séparatistes.

Cette décision a eu des effets contraires à ceux attendus, puisque la stratégie bloquiste que l'on pourrait qualifier de « politique de la terre brûlée », a eu comme effet de repousser, depuis 1995, les nationalistes modérés sur la voie de la marginalité politique. Cette situation a constitué un obstacle majeur au développement d'ailes nationalistes au sein des partis fédéralistes, en plus d'assurer de toute évidence le pouvoir au Parti libéral du Canada, le moins disposé à considérer le mouvement souverainiste québécois¹². La présence du Bloc, qui se targue de défendre les intérêts du Québec, a pour effet de réduire le poids politique du Québec de 75 à seulement 30-40 « qui comptent », soit ceux pouvant être remportés par des partis aspirant au pouvoir.

On pourrait même aller jusqu'à dire que, le système électoral canadien étant ce qu'il est, l'influence exercée par le Bloc est totalement marginale et même équivalente à celle d'un groupe de pression. L'exemple de l'adoption de la loi sur la clarté référendaire (loi C-20) est fort révélateur de l'impuissance du Bloc et de la marginalisation des nationalistes dans leur ensemble¹³. En effet, la loi C-20, qui constitue un obstacle extrêmement considérable à tous projets souverainistes futurs, a été adopté par un parti libéral qui n'avait visiblement rien à perdre au Québec, vidé de ces éléments nationalistes, ces derniers ayant pour la plupart justement quitté pour le Bloc.

Le programme politique du Bloc québécois fait en sorte que les nationalistes québécois se retrouvent réduits, après avoir été bâtisseurs, innovateurs et réformateurs, à un rôle de manifestants permanents, au statut de groupe de pression sans aucun pouvoir. Le parti confine les nationalistes modérés et le Québec tout entier à un rôle marginal sur la scène fédérale, tout en ne pouvant y jouer un rôle d'une quelconque importance. En ce sens, la

disparition du Bloc n'équivaudrait pas nécessairement à un affaiblissement de la cause souverainiste au Québec, mais plutôt à un renforcement des nationalistes sur la scène fédérale, ce qui aiderait sa progression partout au Québec, en plus d'arrêter de salir son image partout ailleurs au Canada. Avec sa politique de « blocage » et de non-coopération, le parti semble se faire l'écho des éléments séparatistes les plus radicaux de la province, ce qui ne fait que polariser les gens sur la question, au détriment d'un vrai débat nuancé et consensuel. L'idée souverainiste s'en retrouve paralysée et même atrophiée.

III. Le double piège de l'argument linguistique

Pour défendre ce troisième argument, il est pertinent de se poser la question suivante : quel est l'argument typique du militant souverainiste ou du moins celui qui fut le plus utilisé pour encourager l'appui à l'option, lors des référendums portant sur la question? Répondre à cette question permet de faire une constatation des clivages importants sur la question nationale au Québec, en fonction d'un indicateur socio-démographique majeur : la langue d'usage.

De toute évidence, le combat pour la souveraineté politique du Québec a été celui des francophones. Une énorme partie de l'argumentaire traditionnel qui a été utilisé pour promouvoir l'idée souverainiste s'est consacré au thème de la survie de la langue française, avec un certain succès auprès des principaux concernés. La propagation du sentiment de menace du français, et, surtout, de l'anticipation optimiste et imaginaire d'un Québec souverain où le français serait en meilleure position, ont su rallier une majorité de l'électorat francophone à la cause lors des deux référendums¹⁴. Les francophones ont majoritairement appuyé le mouvement, mais le prix fut fort payé. Le support des autres communautés linguistiques fut très décevant en réponse à cette courtoisie exclusive faite auprès d'une des catégories majeure du « groupe porteur », tel que décrit dans *Les Raisons fortes*. Cette stratégie consistant à mettre à l'avant-scène l'argument linguistique sera ultimement un double piège dommageable à la cause souverainiste, ayant des effets très néfastes à la propagation de l'idée.

L'argumentaire nationaliste québécois, stimulé par la cause de la survie linguistique et culturelle, semble souvent teinté d'une connotation historique exclusive, proposant la conception d'un peuple francophone en état de survie et toujours menacé par l'envahisseur anglais qui cherche à l'assimiler. Au fil des années, les mouvements et groupes souverainistes, dont certains très radicaux et dérangeant tel le Front de libération du Québec (FLQ) ou le Mouvement de Libération national du Québec (MLNQ) ont alimenté cette rivalité linguistique de longue date et se sont du même coup facilement mis à dos la quasi-totalité des anglophones

¹¹ François ROCHER, *L'élection fédérale de 1993*, *Revue québécoise de science politique*, numéro 27, printemps 1995, p.11.

¹² Marc TREMBLAY, *Le Bloc nous tue*, *La Presse*, jeudi 9 novembre 2000, p.A19.

¹³ *ibid.*

¹⁴ Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 2002, p.90.

du Canada entier (et plus grave encore, ceux du Québec qui représentent 9% de sa population¹⁵) ainsi qu'une partie considérable des allophones québécois, presque 10% de la population¹⁶, ces derniers étant naturellement peu touchés par les arguments historico-linguistiques des souverainistes¹⁷.

En affirmant que le français serait certainement dans un meilleur état au sein d'un Québec souverain comme les souverainistes l'ont fait, et en promettant un avenir meilleur à la langue, ils ont ouvert la porte à des projections futures du Québec souverain, alors que ce dernier n'existe pas encore. Cette erreur fut cruciale. En effet, en privilégiant ainsi une approche axée sur la perspective « coûts versus bénéfices »¹⁸ des options constitutionnelles, les craintes face au futur économique du Québec, naturellement entretenues par le camp fédéraliste, ont pu se développer à leur plein potentiel. Les perspectives sont d'ailleurs assez pessimistes chez la majorité des Québécois quant à l'impact de la sécession politique sur l'emploi et l'économie à court terme¹⁹, les souverainistes eux-mêmes reconnaissant que des sacrifices et des ajustements douloureux seraient nécessaires en période de transition. Le calcul implicite des coûts et bénéfices, concept amené par les souverainistes en prenant des engagements linguistiques et autres pour l'an 1 du Québec, a joué un rôle non négligeable dans les choix des gens sur cette option politique d'envergure. Au lieu de souligner les déficiences évidentes du fédéralisme centralisateur et de l'aliénation qu'il provoque pour la belle province, le débat s'est réorienté subtilement en une séance de spéculations, autant sous la forme de messages d'espoirs que de campagnes de peurs sur le futur de la nation. Or, les attentes économiques, dans notre société incontestablement dominée par le capital, influencent certainement davantage la formation des opinions que les attentes linguistiques ou culturelles²⁰. C'est sur cet aspect précis des prévisions futures que le camp du NON a insisté, avec grand succès. Ils ont clairement réussi à persuader la population de la pertinence de la formule fédérale pour la stabilité économique et pour la prospérité de l'État. L'effet a été particulièrement efficace auprès des personnes à faible revenu²¹, ces derniers étant à la fois plus affectés par leur état de dépendance envers le système dans leur prise de

décision et moins « aptes » à être exposés au rayonnement de la littérature du nationalisme un de ces points dominants et fondamentaux, réputées pour trouver preneur auprès de la classe bourgeoise intello-universitaire.

Conclusion

L'avenir du projet souverainiste semble aujourd'hui très flou. Le Parti Québécois, n'ayant pas su convaincre la population, vient de perdre le pouvoir aux mains d'un Parti libéral clairement moins nationaliste que jamais. Les plus récents sondages démontrent, tout de même, que l'appui à la souveraineté frise les 47%, mais cet appui n'est pas puissant et mobilisateur²². La ferveur et l'engouement qui habitaient les militants indépendantistes ne sont plus aussi palpables dans notre société caractérisée par une morosité et une réticence envers la sphère politique. Les causes de l'échec souverainiste doivent être perçues de manière constructive par les militants, qui doivent s'en inspirer pour fixer de nouveaux objectifs. Le rêve d'un Québec souverain, s'il veut se réaliser, devra dans l'avenir s'étendre au delà du « groupe porteur ». Dans ce sens, il est clair qu'un appui massif des communautés linguistiques et ethniques est absolument essentiel.

Dans le contexte actuel, où le phénomène de la mondialisation remet en question l'importance et la pertinence des frontières géopolitiques, et où le rôle complet du gouvernement à s'assurer de l'ordre social est remis en question par une logique de rationalité et d'efficacité qui s'étend au delà des nations, prouver qu'une séparation politique et que la naissance d'un nouveau pays est toujours d'actualité constitue un véritable défi. Au-delà des frustrations de l'histoire, des préoccupations culturelles et des désirs politiques, les souverainistes de demain se devront de prouver au Québec que l'option à laquelle ils rêvent peut améliorer leur qualité de vie. L'électorat d'une démocratie comme la nôtre, où le confort matériel est abondant, agira plus souvent en fonction de sa situation économique, et non de celle de ces ancêtres.

Bibliographie

Bryan SCHWARTZ, *Last best hope : Quebec's secession*, Calgary, Detselig Enterprises, 1998.

John F. CONWAY, *English Canada and Quebec from the conquest to the referendum*, Toronto, James Lorimer and Company, 1992.

Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 2002.

Jacques BEAUCHEMIN, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*. Montréal, VLB Collection, 2002, p.31.

¹⁵ *ibid* p.90.

¹⁶ *ibid*, p.103.

¹⁷ Gilles LABELLE, *Le préambule à la déclaration de souveraineté : penser la fondation au-delà de la matrice théologico-politique*, *Revue canadienne de science politique*, décembre 1998, p.666.

¹⁸ Richard NADEAU et Christopher FLEURY, *Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec*, *Revue canadienne de science politique*, mars 1995, p.47.

¹⁹ André BLAIS, Pierre MARTIN, Richard NADEAU, *Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec : une analyse prospective et comparative*, *Revue canadienne de science politique*, décembre 1995, Vol. 28, p. 648.

²⁰ *ibid*, p.654.

²¹ Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p.90.

²² SOM recherche et sondage. « Intentions de vote novembre 2003 » : http://www.som.ca/SondagesPublics/03342SRC-CBC/Section%20B/SRC_SECTB_F.html

Yves-Henri NOUALIHAT, *Le Québec de 1944 à nos jours. Un destin incertain*. Paris, imprimerie nationale Éditions, 1992, p.168.

Anne TRÉPANIÉ, *Un discours à plusieurs voix : la grammaire du OUI en 1995*, Québec, Les presses de l'université Laval, 2001, p.43.

Konrad YAKABUSKI, *L'échec de Landry, le challenge de Harel*, *Le Devoir*, 11 novembre 1995, pA1.

François ROCHER, *L'élection fédérale de 1993*, *Revue québécoise de science politique*, numéro 27, printemps 1995, p.11.

Marc TREMBLAY, *Le Bloc nous tue!*, *La Presse*, jeudi 9 novembre 2000, p.A19.

Gilles LABELLE, *Le préambule à la déclaration de souveraineté : penser la fondation au-delà de la matrice théologico-politique*, *Revue canadienne de science politique*, décembre 1998, p.666.

Richard NADEAU et Christopher FLEURY, *Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec*, *Revue canadienne de science politique*, mars 1995, p.47

André BLAIS, Pierre MARTIN, Richard NADEAU, *Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec : une analyse prospective et comparative*, *Revue canadienne de science politique*, décembre 1995, p.648.

SOM. recherche et sondage. « Intentions de vote novembre 2003 » : http://www.som.ca/SondagesPublics/03342SRC-CBC/Section%20B/SRC_SECTB_F.html